

## Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Plus la traversée du désert se poursuit pour nous, producteurs, plus la situation prend une tournure dramatique dans les exploitations. De tous les pays, chaque jour, des échos nous parviennent d'élevages contraints de mettre la clé sous la porte. Cela fait longtemps que ce ne sont plus seulement les petites fermes qui disparaissent mais de plus en plus ces fameuses « exploitations en croissance » tant vantées qui ont consenti, avant la fin des quotas, à de solides investissements. De nombreux jeunes agriculteurs sont également concernés, qui avaient agrandi leurs exploitations et ne peuvent désormais plus payer les factures.

Les prix du lait actuellement versés ne permettront pas aux producteurs de lait européens de tenir le coup plus longtemps. Nous, producteurs de lait, avons l'impression que l'UE laisse consciemment mourir les producteurs ; sinon comment expliquer l'absence de mesures structurelles pour la filière laitière ? Quand le Commissaire à l'Agriculture, Phil Hogan, comprendra-t-il enfin la gravité de la situation ?

Lors de notre dernière assemblée générale à Montichiari, la rancœur des fédérations affiliées à l'égard de l'inaction des élus politiques fut nettement palpable. Par conséquent, **le 12 novembre, se tiendront, dans de multiples pays européens, des actions et des manifestations de producteurs de lait, dans l'espoir de faire clairement comprendre aux responsables que nous n'avons pas besoin d'un paquet d'aide mais qu'il nous faut de véritables solutions !**

A l'occasion de cette journée d'action, les producteurs de lait italiens se mobiliseront au volant de leurs tracteurs contre cette politique laitière destructrice. Nos fédérations affiliées ont, pour leur part, annoncé des actions vigoureuses dans leurs pays respectifs. Nous, producteurs de lait, voulons envoyer un signal à l'ensemble de l'Europe le 12 novembre !

Depuis des mois, le prix du lait en Italie est au plus bas et, à l'instar de nos collègues des autres pays, nous travaillons à perte, incapables de couvrir nos frais. Une étude actuelle indique, pour l'Italie, des coûts avoisinant, en moyenne, 42,61 centimes par kilo de lait pour l'année 2014. Après déduction des aides versées par l'UE, ce montant est ramené à 38,92 centimes. Vous pourrez lire les détails de cette étude de coûts dans la présente édition de notre bulletin d'information, en plus des habituels rapports nationaux.

Il y a de bonnes nouvelles en provenance de l'expo internationale de Milan. L'APL, notre organisation italienne, fut présente, durant six mois (de mai à octobre 2015), sur le site de l'EXPO grâce au projet « Buono e Onesto » (Lait équitable en Italie). Nous en avons profité pour présenter notre marque à un large public et nouer des contacts importants pour l'avenir de sa distribution et donc, l'avenir de nos producteurs de lait.

*Roberto Cavaliere, membre du Comité directeur de l'EMB et président de l'APL (Italie)*

## EMB Bulletin novembre 2015

- 12 novembre 2015 : Grande journée de protestations avec actions fortes contre la politique laitière inefficace de l'UE
- Étude actuelle sur les coûts de production en Italie
  - Espagne: prêt à mener de nouvelles actions
  - Pays-Bas: La crainte des permis phosphates
  - Allemagne : controverse autour de la stratégie d'exportation
  - Grande Bretagne: Les coopératives se comportent comme des entreprises
- Actualités bruxelloises  
Vous pouvez nous trouver sur Facebook

## Contact

### EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124  
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

[office@europeanmilkboard.org](mailto:office@europeanmilkboard.org)

[www.europeanmilkboard.org](http://www.europeanmilkboard.org)

---

## 12 novembre 2015 : Grande journée de protestations avec actions fortes contre la politique laitière inefficace de l'UE

La crise laitière s'est propagée comme un feu de paille, vu qu'aucun instrument de gestion de crise à même de la contrer n'existe à ce jour. La crise touche l'ensemble des pays européens – tous les producteurs luttent pour leur survie et pour le maintien des régions de production de lait.

© EMB

Le 12 novembre 2015, des grandes actions de protestation des éleveurs laitiers auront dès lors lieu partout en Europe. À l'aide d'images fortes, les agriculteurs montreront qu'ils n'acceptent pas la politique laitière actuelle, ignorante à leurs yeux. Avant le Conseil des ministres de l'agriculture à Bruxelles (les 16-17 novembre), les producteurs laitiers européens enverront ainsi un message fort aux décideurs politiques:

**« Réagissez à cette crise de façon adéquate – mettez en œuvre le Programme de responsabilisation face au marché (PRM) en tant qu'instrument de gestion de crise pour le marché laitier ! »**

#### **Aperçu des actions des producteurs de lait le 12 novembre en Europe :**

Voici les premières infos concernant les actions prévues au niveau national ! Des infos plus précises suivront bientôt concernant aussi les actions dans les autres pays.

*Regina Reiterer, EMB*

---

## **Étude actuelle sur les coûts de production en Italie**

© EMB

*Communiqué de presse du 14.10.2015*

**La nouvelle étude au sujet des coûts de production en Italie affiche pour l'année 2014 un coût total de 42,61 cents par kilogramme de lait.**

*(Montichiari, 14.10.2015)* Il suffit de consulter les données relatives au secteur du lait pour pouvoir se rendre compte à quel point la situation est problématique. A l'occasion de l'assemblée générale de l'EMB, une étude d'actualité réalisée par le *Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft* (BAL, Bureau pour la sociologie agricole et de l'agriculture) au sujet des coûts de production en Italie a été publiée aujourd'hui. Pour l'année 2014, cette étude dont il a été passé commande conjointement par le regroupement de producteurs italiens Associazione Produttori Latte della Pianura Padana (APL) et qui reprend à son compte des données officielles diffusées par l'UE, les coûts sont en moyenne de 42,61 cents par kilogramme de lait. Si l'on déduit de cette somme, les subventions versées par l'UE, on obtient un montant de 38,92 cents. Alors que, durant l'année de prix record 2014, l'on a encore obtenu un prix du lait de 39,64 centimes – depuis des mois, en revanche, les prix ne cessent de s'effondrer et tournent actuellement aux alentours de 34,49

cents. Par conséquent, à l'instar de leurs collègues d'autres pays, les exploitations italiennes fonctionnent à un niveau qui ne leur permet pas de couvrir leurs coûts avec toutes les conséquences négatives que cela peut avoir pour la poursuite de la production.

La courbe d'évolution des coûts est indiquée par ce que l'on appelle le Milk Marker Index (MMI, indicateur du marché laitier), en vertu duquel les coûts ont été fixés à 100 pour l'année de référence 2010. Pour l'année 2014, ce MMI fait état d'une valeur de 125 – ce qui équivaut à une augmentation des coûts de 25 pour cent depuis l'année 2010.

Après l'Allemagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark, avec l'Italie, c'est maintenant un autre pays qui se trouve sous les feux des projecteurs dans la série d'études sur les coûts. Pour ses calculs, celle-ci intègre un revenu pour le chef de l'exploitation et pour les membres de sa famille travaillant à l'exploitation, lequel revenu s'oriente sur les conventions collectives en vigueur. Les études sont donc tout à fait conformes à l'article 39 TFUE. En effet, cet article considère la garantie d'un revenu approprié pour les moyens de subsistance pour les populations agricoles comme un objectif important de la politique agricole commune de l'UE.

#### **Contexte:**

L'étude sur les coûts dont il a été passé commande conjointement par l'European Milk Board (EMB) et l'Associazione Produttori Latte della Pianura Padana (APL) auprès du Büro für Agrarsoziologie & Landwirtschaft (BAL, Bureau pour la sociologie agricole et l'agriculture) calcule les coûts de production du lait à l'échelle de toute l'Italie. Elle s'appuie, d'une part, sur les données du Réseau d'information pour les comptabilités agricoles de la Commission européenne (RICA), et, d'autre part, pour les actualiser, met à profit les indices de prix pour les consommables agricoles comme le fourrage, les engrais, les semences et l'énergie, indices fournis par Eurostat, et tient compte d'un paramètre de revenu qui calcule la charge de travail des chefs d'exploitation agricole et de la main-d'œuvre familiale.

[Fiche descriptive - coût de la production laitière en Italie \(en français\) ou en italien](#)

*Communiqué de presse de l'EMB*

---

## **Espagne: prêt à mener de nouvelles actions**

La situation en Espagne peut être décrite comme une défaite totale du marché. En effet, les producteurs n'ont plus aucune garantie que leur lait soit collecté. De plus, leurs prix sont en concurrence avec ceux des excédents industriels. Pourquoi sommes-nous dans cette situation ?

© [wikimedia commons](#)

La raison en est l'inefficacité de l'industrie qui semble se reposer sur ses lauriers en se spécialisant uniquement en lait de consommation, sans tenter de se centrer davantage sur des produits avec une haute valeur ajoutée.

L'administration elle aussi est impuissante suite à l'abolition des quotas. Elle n'est pas à même de mettre en place des mécanismes permettant à l'industrie de diversifier ses produits et aux producteurs de se concentrer sur leur métier, en réduisant les coûts de production et en assurant la compétitivité du secteur sur le marché européen. Pour les agriculteurs, l'application de la PAC en Espagne est une réelle catastrophe.

L'on pourrait décrire la situation actuelle comme tendue, mais calme. Cet été, d'importantes actions de protestation ont été menées. Grâce à une série d'actions de blocage avec des tracteurs en Galice, nous sommes parvenus à bloquer l'industrie entière pendant cinq jours. Une « marche blanche » (*#MarchaBlanca*) de León à Madrid était aussi organisée afin d'augmenter davantage la pression. Suite à ces actions, les producteurs laitiers ont reconnu les efforts de l'administration (c.à.d. des gouvernements fédéral et régionaux) ainsi que de l'industrie et du secteur de la distribution pour atteindre des conditions stables qui nous permettraient de vivre dignement de notre travail.

Mais malheureusement, cela n'était pas suffisant. La volonté politique pour mettre en œuvre l'accord trouvé était insuffisante. Aucun engagement ferme, renforcé par des règlements juridiquement contraignants, n'a été donné pour mettre en œuvre ledit accord – un accord signé plein de bonnes intentions.

Aujourd'hui, le prix du lait payé aux producteurs demeure au même niveau. Seule une augmentation insignifiante de 0,01€ est en vue et l'industrie a retiré son intention de diminuer le prix davantage. Les prix dans les grandes surfaces a, quant à lui, augmenté de 0,03€ à 0,05€. Cependant, cette légère augmentation n'a pas été transmise aux producteurs et les propositions de l'industrie ne semblent pas pointer en cette direction.

Vu cette situation et le fait que les éleveurs laitiers, surtout dans certaines régions telles que la Galice et Castille et Leon, reçoivent depuis longtemps des prix ne couvrant pas leurs coûts de production, nous n'avons d'autre choix que de reprendre les manifestations et de continuer à faire pression. Le gouvernement a fait preuve d'un manque de courage en refusant de mettre les engagements de Madrid par écrit. L'industrie continue de détourner les yeux et oublie sa responsabilité de s'assurer que tous les niveaux de la chaîne reçoivent un prix juste. Et la grande distribution, quant à elle, profite du climat économique actuel pour augmenter le prix du lait, mais sans rien entreprendre pour s'assurer que cette augmentation revienne aux producteurs, malgré sa promesse de ce faire.

Mais malgré tout, nous avons de l'espoir. Nous pensons que l'accord pourrait être positif si le gouvernement prend les mesures nécessaires pour qu'il soit mis en œuvre et que les intentions deviennent ainsi réalité. Les producteurs sont prêts à mener de nouvelles actions contre tous les maillons de la chaîne qui ne respectent pas l'accord. Nos protestations se dirigeront surtout contre l'administration qui a tenté de vendre l'accord comme une entente historique. Nous étions déjà sceptiques à l'époque, car nous doutions qu'il aurait des conséquences positives pour les producteurs laitiers. Et le temps a montré que nous avions raison.

Les actions de cet été ont montré que l'unique moyen de défendre nos intérêts est de faire pression publiquement. Nous devons faire en sorte que les citoyens nous soutiennent. Nous devons leur expliquer que ce n'est pas seulement la survie économique des agriculteurs qui est en péril, mais le tissu économique et social de nos zones rurales dans son entièreté.

*Anxo Escariz, Coordinateur OPL*

---

## Pays-Bas: La crainte des permis phosphates

© [wikimedia commons](#)

Tout comme leurs collègues, les producteurs de lait néerlandais sont confrontés à des prix du lait beaucoup trop bas pour couvrir leurs coûts de production. De plus, les producteurs de lait néerlandais s'inquiètent des mesures annoncées concernant le lisier qui les touchera tous au

portemonnaie.

En 2006, le gouvernement néerlandais s'est accordé avec Bruxelles pour plafonner les phosphates à 172,9 millions de kilogrammes par an : la production néerlandaise de phosphate de l'année 2002. Avec le système de quotas, nous ne risquons jamais de dépasser ce plafond. Cependant, depuis l'abolition du système de quotas laitiers, les Pays-Bas ont dépassé ce plafond à un rythme rapide, ce qui met en danger la prolongation de la dérogation. L'absence de dérogation signifierait pour les Pays-Bas de devoir réduire le cheptel d'un tiers. La mise en place annoncée de permis phosphates et un rabais générique pour toutes les exploitations laitières causent beaucoup de remous et représentent une menace pour l'avenir de toutes les exploitations laitières, même des exploitations extensives, principalement familiales, et de

celles qui n'ont pas dépassé leur cheptel.

Pour le Dutch Dairyman Board (DDB) et la Nederlandse Melkveehouders Vakbond (NMV : Union des producteurs laitiers néerlandais), il est inacceptable que le gouvernement néerlandais, qui a passé ces accords avec Bruxelles et était le seul acteur disposant d'une vision de l'espace environnemental existant aux Pays-Bas pour une extension du cheptel laitier, n'ait pas pris en compte ces données dans la prise de décision concernant l'abolition des quotas laitiers ou dans l'attribution des licences aux agriculteurs qui souhaitent étendre leur exploitation et leur cheptel. L'autorité réglementaire a attribué, en connaissance de cause, des permis pour lesquels, au bout d'un certain temps, il n'y avait plus d'espace environnemental. Elle n'a pas non plus pris de mesures contre les demandes de permis qui auraient pour effet de faire dépasser le plafond en phosphates dans l'élevage laitier. Pour ces raisons, le gouvernement néerlandais est la cause des problèmes dont il veut maintenant faire supporter le coût à l'ensemble des producteurs laitiers.

L'opinion du DDB et de la NMV est qu'il ne peut en aucun cas y avoir d'écrémage générique de l'espace existant et attribué ; tous les dégâts provoqués par la mauvaise gestion du gouvernement néerlandais doivent être remboursés aux victimes par le gouvernement et pas par les producteurs laitiers n'ayant aucune responsabilité dans le dépassement de la production de phosphates, comme une grande partie des fermes familiales ou des agriculteurs dont l'exploitation laitière est extensive. En cas d'écrémage, tous les éleveurs laitiers seraient touchés et leur survie serait menacée.

Le principe du « pollueur-payeur » est fréquemment cité par le gouvernement néerlandais. Puisque le gouvernement néerlandais se révèle être le pollueur, la solution aux problèmes posés par les phosphates devrait partir de ce constat.

(Le 22 septembre, le DDB et la NMV ont participé à une réunion avec le comité Nitrates à Bruxelles au sujet des conditions et des possibilités concernant le respect de la directive Nitrates. Voici notre [communiqué de presse](#) sur cette réunion (en néerlandais).

Vous trouverez un article sur les causes des sources de phosphates aux Pays-Bas [en anglais](#) ou [en néerlandais](#).

*Pour le DDB et la NMV, Sieta van Keimpema, présidente du Dutch Dairyman Board*

---

## Allemagne : controverse autour de la stratégie d'exportation

Le 14 octobre, le ministre fédéral de l'agriculture, Christian Schmidt, a invité à Berlin des représentants de l'industrie agro-alimentaire pour un sommet sur les exportations afin de trouver des moyens d'augmenter les ventes de produits laitiers allemands sur le marché mondial.

© Fred Dott

À l'inverse, les organisations de développement et les éleveurs laitiers ont exprimé clairement leur opposition à l'intensification des exportations comme solution à la crise du lait. Dans une [lettre ouverte au ministre](#) (en allemand), 20 associations allemandes ont averti que la stratégie d'exportations à bas prix menace des milliers d'exploitations laitières. Elles ont appelé le ministre à s'engager activement au niveau européen pour une réduction des quantités dans le court terme.

Pour les organisations, notamment Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft (AbL), Brot für die Welt, Germanwatch et MISEREOR, l'intensification des exportations n'est pas une solution à la crise du lait. Au contraire : « le gouvernement fédéral s'inscrit ainsi dans la droite ligne de ce qui a conduit à cette crise des prix et aux précédentes », a déclaré Tobias Reichert de Germanwatch, l'auteur principal de l'étude « Billiges Milchpulver für die Welt » (Du lait en poudre bon marché pour la planète), à paraître prochainement.

Les organisations ont également critiqué les perturbations du marché à attendre dans des pays en voie de développement comme le Burkina Faso ou le Nigeria. L'année passée, le lait et le lactosérum en poudre ont représenté plus de 60% des exportations de lait de l'UE. Le lait en poudre, surtout, est un produit de masse standardisé et la concurrence se joue principalement sur le prix. Selon M. Reichert, « les exportations de lait en poudre peuvent ainsi difficilement remplir l'objectif de garantir des prix suffisants aux producteurs de lait. »

La nouvelle étude montre que la stratégie d'exportation cause également des problèmes croissants dans de nombreux pays en voie de développement. « L'Afrique est le débouché le plus important pour le lait en poudre en provenance de l'UE. En 2013, un cinquième des exportations de l'UE étaient à destination de l'Afrique subsaharienne, et 14 % vers l'Afrique du nord », explique Kerstin Lanje, experte pour le commerce mondial et l'alimentation chez MISEREOR. « En particulier dans les pays d'Afrique de l'ouest, comme le Burkina Faso et le Nigeria, les importations de produits bon marché empêchent les éleveurs laitiers locaux d'accéder aux marchés croissants des villes de leur propre pays. Nous craignons qu'une croissance des importations en provenance de l'UE dans un avenir proche ne fasse empirer encore la situation des familles d'éleveurs, qui représentent environ un tiers de la population.

Maria Heubuch, éleveuse laitière et membre de la commission Agriculture et développement rural au Parlement européen, a également un point de vue très critique sur la stratégie d'exportations du ministre de l'agriculture allemand : « l'orientation du marché mondial pratiquée par M. Schmidt sape les objectifs des politiques de développement. Les laiteries européennes causent déjà assez de dégâts en Afrique. Au cours des dernières années, certaines y ont créé des filiales qui utilisent à 100 % du lait en poudre européen au lieu de développer des chaînes d'approvisionnement locales. Un accord commercial entre l'UE et des États d'Afrique de l'ouest prévoit d'abolir les taxes à l'importation sur le lait en poudre européen, qui ne s'élevaient déjà qu'à cinq pour cent. » Les exportations de lait en poudre en provenance de l'UE ont quadruplé entre 2009 et 2014 et une grande partie est à destination de l'Afrique.

*Regina Reiterer, EMB*

### **Liens vers des publications connexes concernant le lait/les exportations (en allemand et en anglais)**

[Communiqué de presse commun de AbL, Brot für die Welt, Germanwatch et Misereor](#)

[Das Milchpulver ist zu billig \(Misereor\)](#)

[Milch reist nicht gern, Milchbauern aus Burkina Faso schon - ein Interview \(Misereor\)](#)

[Studie: Wer ernährt die Welt? Die europäische Agrarpolitik und Hunger in Entwicklungsländern](#)

## Grande Bretagne: Les coopératives se comportent comme des entreprises

© FFA

Les agriculteurs européens doivent prendre leurs coopératives en main. D'après les informations de Farmers for Action (FFA), la Finlande est l'un des rares, si ce n'est le seul, pays de l'UE où les PDG / gérants des coopératives reçoivent un salaire minimum plus bonus **équivalent à ceux payés directement à leurs agriculteurs membres sur une base annuelle**, sans même parler des prix élevés du lait en Finlande jusqu'à l'embargo russe sur

les importations.

Malheureusement, nous pouvons citer trop d'exemples du Royaume-Uni, y compris en Irlande du nord, où des PDG / gérants trop payés ne versent pas de dividendes, ou seulement de faibles sommes, après s'être vu accorder des salaires exorbitants à l'embauche, ensuite augmentés par des conseils d'administration opaques qui se chargent de les faire avaler aux membres lors des assemblées générales annuelles.

Récemment, en Irlande du nord, le PDG d'United Dairy Farmers et Dale Farm, sa division de retraitement, a pris son poste plusieurs années après la mort du Northern Ireland Milk Marketing Board, à cause de la législation européenne sur la concurrence, et qui a conduit à la création de la coopérative United Dairy Farmers. United Dairy Farmers, et ses enchères du lait mensuelles très prisées, a été gérée pendant des années par ses fondateurs, notamment des agriculteurs qui avaient tout intérêt à ce que les membres soient correctement rémunérés. Les enchères marchaient bien et United contrôlait de loin la part du lion du lait d'Irlande du nord jusqu'à ce que le premier PDG ne prenne sa retraite. C'est alors que le nouveau, et actuel, PDG est arrivé, sans qu'un seul membre ne soit au courant ou ne se donne la peine d'être impliqué dans son embauche ou la structure de son salaire. Son premier acte fut de mettre fin au 13<sup>e</sup> chèque de lait / au paiement annuel de dividendes de la coopérative, c'est-à-dire que le bonus annuel des membres était aboli à jamais ! Le PDG actuel a ensuite entrepris de mettre un terme à ces enchères mensuelles si respectées en Irlande du nord. Farmers For Action (FFA) a eu beau apporter tout son soutien à un membre courageux d'United pour convoquer une AG extraordinaire visant à obliger le PDG à se comporter correctement avec les enchères du lait, alors en pleine déconfiture, seule la moitié des 2 200 membres s'est donnée la peine de voter et la majorité du reste des membres votants a écouté les platitudes de la direction ; c'est ainsi que les enchères du lait ont fini par prendre fin il y a quelques années. Depuis, le PDG a dépensé l'argent des agriculteurs pour acheter d'autres laiteries, deux en Grande-Bretagne, et moderniser les usines de lait en poudre et de fromage d'Irlande du nord aux frais des agriculteurs. Les revenus du PDG sont estimés à 1 000 £ par jour plus salaire, ainsi que les postes d'administrateur ou les postes rémunérés dans plus d'une douzaine d'autres entreprises ou organisations. Que dire de tant de dévouement à faire profiter les agriculteurs membres de la rentabilité et des dividendes ? Le nombre de membres est d'ailleurs en déclin rapide ces dernières années car United occupe de manière constante le bas du tableau des prix du lait.

La dernière histoire d'un PDG de coopérative d'Irlande du nord, à ce jour, remonte à 2015 et au rachat des activités de transformation du lait de la coopérative Fane Valley, qui appartenait à des agriculteurs d'Irlande du Nord, par la coopérative d'Irlande du sud Lakeland Dairies. Un membre du comité directeur de FFA fournissait Lakeland jusqu'à il y a deux ans et possède des parts dans cette coopérative, puis est passé à Fane Valley et en est également devenu actionnaire. Cet homme était bien placé pour interroger le PDG de Lakeland, lors de la réunion des membres précédant la fusion et avant que la presse ne soit informée, sur la façon dont lui-même et les autres dirigeants seraient rémunérés. Ce membre a pris la parole au moment approprié et a demandé si le conseil d'administration avait accepté dans l'intérêt des membres que la nouvelle direction reçoive un salaire minimum, plus bonus, équivalent à ceux payés à l'année aux membres de la nouvelle coopérative. Le PDG de Lakeland Dairies, depuis de nombreuses années, a répliqué qu'un « salaire de base ne serait pas acceptable pour moi » et aucun agriculteur ne s'est levé pour interrompre la réunion et



soutenir le membre de notre comité directeur et son argument fondamental !

Si les agriculteurs persistent à accepter le même genre de gestion de leurs coopératives, ils continueront de récolter les mêmes résultats. En fait, les PDG de coopératives dont les agriculteurs membres sont faibles ont davantage de « liberté d'entreprendre » que les entreprises : celles-ci doivent au moins rendre des comptes à des actionnaires actifs !

Pour résumer, les éleveurs laitiers doivent faire entendre leur voix ; donnez-vous la peine de connaître les règles de votre coopérative et imposez par la voie légale des changements allant dans le sens des agriculteurs, c'était là le sens des coopératives : cela ne sera pas facile ! Pendant ce temps, nous militons en faveur d'une loi sur les prix à la ferme en Irlande du nord, pour tous les produits de base, afin de reverser légalement aux agriculteurs, en échange de leur production, le minimum des coûts de production ainsi qu'une marge indexée sur l'inflation. Nous aurons des élections locales en mai prochain : c'est une occasion à saisir et FFA s'est alliée à plusieurs autres organisations d'agriculteurs partageant les mêmes points de vue afin de capitaliser sur cette opportunité qui ne représentera pas avant 5 ans !

*William Taylor, coordinateur de Farmers For Action UK Northern Ireland*

---

## Actualités bruxelloises

### Douze pays ont dépassé leur quota en 2014/2015

© wikimedia commons

12 États membres – l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Pologne - ont excédé leur quota pour 2014/2015 d'un total de 2 938 000 tonnes. Le superprélèvement pour ces pays s'élève à quelque € 818 millions.

Ce montant est dû au fait que les livraisons totales dans l'UE en 2014/2015 ont augmenté de 2,7% – près de 3,9 millions de tonnes – par rapport à 2013/14. Les excédents les plus importants ont été enregistrés en Allemagne (1,11 Mio t), en Pologne (580.000 t) et aux Pays-Bas (486.000 t).

En outre, la Belgique et les Pays-Bas ont dépassé leur quota pour les ventes directes de 529t (1,6%) et 1 990t (2.6%), respectivement, et devront payer une indemnité supplémentaire de € 147 000, voire € 554 000.

16 pays n'ont quant à eux pas rempli leur quota.

Le prélèvement supplémentaire saisi par les États membres est transféré à Bruxelles où il est versé dans le fonds européen de garantie de l'agriculture (FEAGA).

[Aperçue des pays - chiffres provisoires 2014/15](#)

### Député européen Dantin: « Regardez la réalité en face, Monsieur le Commissaire »

Suite à l'entrevue controversée du Commissaire Phil Hogan avec ViEUws, le député européen Michel Dantin (démocrates chrétiens) a envoyé au Commissaire une lettre contenant des faits et des chiffres sur le secteur laitier prouvant la situation difficile en France.

Fin septembre, le Commissaire à l'agriculture Hogan avait déclaré dans un [interview avec viEUws](#) qu'il ne croit pas « que beaucoup d'agriculteurs produisent pour des prix en deçà des coûts de production », poursuivant « qu'ils disent qu'ils le font, mais que finalement ils continuent de produire ».

Selon les chiffres du Ministère français de l'agriculture et de l'organisation interprofessionnelle, depuis le mois de mars de l'année passée les producteurs de lait français produisent pour des prix en deçà des coûts de production. 10 % des



exploitations – représentant 40.000 emplois – sont déjà maintenant en situation de faillite ; 20% des exploitations au total ne survivront pas la crise.

[Communiqué de presse du Parti populaire du Parlement européen \(en français\)](#)

### **« Enjoy, it's from Europe » : 111 millions d'euros pour la promotion des ventes de produits agricoles européens en 2016**

La Commission européenne continue à se centrer sur la conquête de nouveaux marchés. Le 13 octobre, un règlement sur la politique de promotion des ventes a été adopté, afin de soutenir le secteur dans la conquête de nouveaux marchés. En 2016, les producteurs européens pourront faire appel à des programmes prévoyant un montant de 111 millions d'euros pour s'établir sur de nouveaux marchés et augmenter la consommation de produits agricoles au sein et en dehors de l'UE.

La majeure partie des fonds (68 millions d'euros) est cependant réservée à des mesures de promotion des ventes dans des pays tiers. 26 millions sont destinés au marché intérieur, dont 9 millions pour des programmes d'information et de promotion des ventes de lait et de produits laitiers, de produits de viande porcine ou une combinaison des deux secteurs.

Malgré la critique, le Commissaire à l'agriculture Hogan continue son offensive exportatrice : *« Dans les années à venir, je lancerai une offensive diplomatique et mènerai des délégations commerciales afin d'ouvrir aux producteurs européens des opportunités partout dans le monde. »*

[Informations détaillées sur les programmes](#)

Regina Reiterer, EMB

---

**[Vous pouvez nous trouver sur Facebook](#)**

---

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: [office@europeanmilkboard.org](mailto:office@europeanmilkboard.org)

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-novembre-2015.html>